

Service Santé et Protection Animales, Protection de  
l'Environnement  
57 rue de Mulhouse  
CS 53317  
21035 Dijon

Dijon, le 22/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE DE L ABATTOIR CHATILLONNAIS**

17 AVENUE NOEL NAVOIZAT  
21400 Châtillon-sur-Seine

Références : DDPP21 2024 00113  
Code AIOT : 0005401163

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2023 dans l'établissement SOCIETE DE L ABATTOIR CHATILLONNAIS implanté 17 AVENUE NOEL NAVOIZAT 21400 Châtillon-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 16/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE DE L ABATTOIR CHATILLONNAIS
- 17 AVENUE NOEL NAVOIZAT 21400 Châtillon-sur-Seine
- Code AIOT : 0005401163
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Abattoir d'animaux autorisé le 28 novembre 2016 pour une capacité de 800t/an ou 12t/jours.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rejets
- Eau
- Fluides Frigorigènes

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Traitement et rejets des	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 25	Lettre de suite préfectorale	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	effluents.			
4	Traitement et rejets des effluents.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 28	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Fluides frigorigènes	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Notification de changement notable	Code de l'environnement du 18/09/2000, article R181-46	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
10	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 24	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Rejet en eaux	Arrêté Préfectoral du 28/11/2016, article 3.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 7	Sans objet
2	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 9	Sans objet
5	Traitement des déchets et sous-produits animaux.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 29	Sans objet
6	Traitement des déchets et sous-produits animaux.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 30	Sans objet
7	I - Moyens de lutte contre un sinistre.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'abattoir n'a pas de convention de rejet signée avec le gestionnaire de la station d'épuration. Les

rejets sont non conformes à l'arrêté préfectoral d'autorisation et les prétraitements doivent faire l'objet d'une remise en état. La gestion du sang devra faire l'objet d'un suivi particulier. Le tonnage de l'abattoir ne respecte pas le tonnage autorisé par conséquent un porté à connaissance complet devra être déposé.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions générales.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 7
<b>Thème(s) :</b> Élevage, /
<b>Prescription contrôlée :</b> Les consignes d'exploitation de l'installation comportent explicitement les contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et de ses dangers et inconvénients. Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par celui-ci. Ces consignes indiquent :- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation, notamment de la chaîne d'abattage et des installations de traitement des effluents ;- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou polluantes telles que l'ammoniac ou le sang collecté.
<b>Constats :</b>  Les consignes d'exploitation et de sécurité ont été présentées à l'inspection. Les consignes de sécurité sont signées par chaque employé lors de son arrivée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Dispositions générales.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Élevage, /
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques sont réalisées, entretenues et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées. L'installation est efficacement protégée contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et de la foudre.
<b>Constats :</b>  Les installations électriques ont été contrôlées par l'APAVE le 15 février 2023. En cas de non conformité, l'abattoir fait appel à son électricien pour la remise en conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Traitement et rejets des effluents.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 25
<b>Thème(s) :</b> Élevage, /

<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant et régulièrement mis à jour. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  Les plans des réseaux ne sont pas à jour (vu version de 2017). Ils seront à remettre à jour. L'exploitant a présenté à l'inspection le plan des coupures gaz, eau et électricité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**N° 4 : Traitement et rejets des effluents.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 28
<b>Thème(s) :</b> Élevage, /
<b>Prescription contrôlée :</b> En matière de traitement externe des effluents par une station d'épuration collective, les dispositions de l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.
<b>Constats :</b>  L'abattoir détient une convention de rejet au réseau non signée. La version signée devra être transmise à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6mois

**N° 5 : Traitement des déchets et sous-produits animaux.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 29
<b>Thème(s) :</b> Élevage, /
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles et économiquement acceptables. Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne l'élimination des MRS et des sous-produits animaux. Les sous-produits animaux de l'installation sont entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...) pour les populations environnantes, humaines et animales, et l'environnement. Ils sont éliminés ou valorisés conformément à la réglementation en vigueur.
<b>Constats :</b>  Les sous-produits sont traités selon la filière agréée ATEMAX. Les C1 et C3 sont retirés chaque semaine et le sang une fois par mois. L'exploitant a présenté les bons d'enlèvements des SPAN C1 et C3.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Traitement des déchets et sous-produits animaux.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 30
<b>Thème(s) :</b> Élevage, /
<b>Prescription contrôlée :</b> Les matières recueillies lors du prétraitement des effluents de l'installation défini à l'article 26 du présent arrêté ainsi que les boues de curage des canalisations situées en amont de ce prétraitement sont collectées, transportées et éliminées conformément au règlement (CE) n° 1774/2002 susvisé.
<b>Constats :</b>  Les déchets de dégrilleurs sont traités par la filière ATEMAX comme les autres sous produits de l'abattoir.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : I - Moyens de lutte contre un sinistre.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 9
<b>Thème(s) :</b> Élevage, /
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents moyens de lutte contre un sinistre sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
<b>Constats :</b>  Les extincteurs (12 u) ont été contrôlés le 20 mars 2023 par la société Gilles Parents. Le contrôle des installations électriques réalisé par l'APAVE en février 2023 atteste du changement de l'extincteur situé à proximité de l'armoire électrique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Fluides frigorigènes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Périodicité de contrôle des groupes froids
<b>Prescription contrôlée :</b> La période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er est précisée dans le tableau suivant : (le tableau est joint en annexe du rapport)
<b>Constats :</b>  L'exploitant détient la liste des groupes froids présents sur le site avec le type et la quantité de gaz frigorigène (9 groupes). Leur contrôle a été fait en 2022 et en 2023 par la société EURL ETS Voillemier. L'attestation présentée est une attestation générale qui ne précise pas la date des interventions, ni la périodicité, ni la détection éventuelle de fuite, groupe par groupe.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

**N° 9 : Notification de changement notable**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/09/2000, article R181-46
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :  1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;  2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;  3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.  La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.  II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.  S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.
<b>Constats :</b>  L'abattoir a déposé un porté à connaissance le 17 août 2020. Celui-ci a fait l'objet d'une demande de complément par la DDPP le 12 janvier 2021. A ce jour l'abattoir n'a pas déposé de dossier complet comme demandé et a un tonnage supérieur à 800t/an. (2022: 931t/an et 2023: 839t en octobre)
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6mois

**N° 10 : Prélèvement et consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 24
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ouvrages de prélèvement d'eau, visés aux articles 22 et 23 ci-dessus, sont munis d'un dispositif de mesure totaliseur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Les résultats, consignés dans un registre éventuellement informatisé, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée définie dans l'arrêté d'autorisation.
<b>Constats :</b>

L'abattoir est alimenté par le réseau d'eau potable. La consommation en eau est de 3863 m<sup>3</sup> en 2022, et de 3256 m<sup>3</sup> pour les 10 premiers mois de 2023 (relevé: octobre 2023).  
La consommation journalière est inférieure à 100m<sup>3</sup>/j. La consommation en eau est relevée de façon mensuelle et non hebdomadaire.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1mois

#### N° 11 : Rejet en eaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/11/2016, article 3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejet

**Prescription contrôlée :**

La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C et leur pH doit être compris entre 5,5 et 8,5, ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline. La température et le pH doivent être mesurés en amont du rejet.

Les valeurs limites de concentration et de flux calculées sur la base d'une consommation d'eau conforme à celle indiquée à l'article 3.2 imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à la station d'épuration urbaine respectent les valeurs maximales suivantes :

Paramètres à mesurer

MEST: 600 mg/l - 15 kg/j

DCO: 2000 mg/l - 50 kg/j

DBO5: 800 mg/l - 20 kg/j

Azote global (exprimé en N): 150 mg/l - 4 kg/j

Phosphore total (exprimé en P): 50 mg/l

Le débit maximal de rejet est de 25m<sup>3</sup>/jour.

**Constats :**

Les déclarations GIDAF montrent que les résultats d'analyses ne sont pas conformes pour les mois de d'avril, mai, juin, août, septembre et octobre 2023. Ces non-conformités sont expliquées par des rejets de sang, du lavage des écuries, lavage de la fumière.

L'exploitant indique que le système de bullage du pré-traitement ne fonctionne pas.

L'inspection constate que le cylindre de tamisage des effluents est bruyant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6mois